

Le palmarès des villes les mieux gérées

Les Français vont élire leurs maires dans un contexte de chasse au gaspillage de l'argent public. Rigueur mais dynamisme : délicate équation. Notre classement exclusif, mêlant les deux impératifs, consacre Lyon.

Qu'est-ce qu'un bon maire? Un bon gestionnaire? Un bâtisseur, avec des projets ambitieux? Un peu les deux. Aussi, pour notre classement, nous avons retenu des critères de bonne gestion : dette par habitant, frais de fonctionnement, évolution de la dépense et des impôts. Mais nous y avons ajouté des critères permettant de mesurer le dynamisme des villes : l'investissement et l'évolution de la démographie. Pour Stanislas Boutmy, directeur de Public Evaluation System (PES), une agence spécialisée dans la notation des collectivités locales, « une ville bien gérée est une ville qui dégage des marges de manœuvre pour investir et ne vit pas au-dessus de ses moyens ». Lyon, qui décroche la première place dans notre palmarès, se rapproche de cette définition. C'est une ville qui, dans les grandes lignes, est bien tenue. Qui a investi, attiré des entreprises, des habitants. Et sur tirer profit des opportunités pour s'imposer comme une nouvelle capitale des Gaules. Idem pour Bordeaux, classé troisième, qui a réussi à investir tout en réduisant sa dette.

SOMMAIRE

Le bilan de six maires
Lyon, Strasbourg, Bordeaux, Toulouse, Lille et Marseille.
p. 53

A Paris, un duel de fourmis
Anne Hidalgo et Nathalie Kosciusko-Morizet promettent des économies et de grands projets.
p. 58

Cherbourg, modèle de fusion selon Cazeneuve
Pour alléger les finances locales, l'ancien édile, devenu ministre du Budget, vante son expérience.
p. 61

Villes toniques à l'étranger
Québec, Bilbao, Tel-Aviv et Perth
p. 62

Sa population a augmenté de 10% en quatre ans après des années de désertification. Mais les impôts y sont encore très élevés. Et les frais de fonctionnement, au-dessus de la moyenne. Ainsi, selon le think tank de droite iFRAP, le taux d'absentéisme du personnel communal y serait l'un des plus élevés de France, avec une moyenne de 29 jours d'absence annuelle par employé.

A Strasbourg, ce taux s'élève même à 31 jours. En 2013, la Cour des comptes avait calculé que ce fléau avait coûté environ 40 millions d'euros à la collectivité en 2010. Cela n'empêche pas la capitale alsacienne de décrocher la deuxième place du palmarès. La ville est sage. Peu dépensière. La précédente maire, la centriste Fabienne Keller, battue en 2008 sur fond de divisions de la droite, avait laissé une situation saine. Strasbourg décroche même la première place en termes de modération fiscale. Les impôts s'élèvent à 748 euros par habitant en moyenne, contre 1 141 euros à Grenoble, l'une des communes les moins exemplaires de notre classement. Une ville comme Lille, très dynamique, qui voit sa population augmenter et les projets sortir de terre, souffre d'un










taux d'endettement élevé et de dépenses de fonctionnement bien supérieures à la moyenne. Un choix politique assumé. Quant à Marseille, la deuxième ville de France, il reste le plus endetté, en dépit des efforts pour réduire le fardeau. Paris et Nice n'ont pas été classés avec les autres villes, car, de par leur statut, ils cumulent les attributions de département pour le premier et de métropole pour le second.

Envolée des dépenses

Si, à la veille du scrutin, les électeurs scrutent avec attention les classements et les expertises de leur ville, c'est qu'ils sont échaudés. Les impôts n'ont cessé d'augmenter, et on leur assène depuis des années que les collectivités territoriales sont dépensières, ont embauché à tour de bras et fait exploser la dépense publique. Le chef de l'Etat leur a même enjoint de faire preuve de rigueur. Car, contrairement à l'Etat, qui a commencé à s'attaquer à la dépense, elles ont vu leurs budgets exploser.

Certes, le transfert de compétences de l'Etat vers les conseils régionaux ou généraux explique, en partie (pour un tiers), l'augmentation ►►










Le classement des 20 grandes villes (chiffres 2012. Entre parenthèses : évolution 2008-2012)

Rang	Ville Maire	Population	En euros par habitant				Commentaire
			Dette	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement*	Impôts	
1	 LYON Gérard Collomb	487 978 (7,7%)	1 810 (-7,7%)	1 430	2 975	880 (39,2%)	Lyon est la ville la mieux gérée, avec une dette en baisse et des dépenses de fonctionnement modérées. Seul bémol : un volume d'investissement inférieur à la moyenne.
2	 STRASBOURG Roland Ries	276 136 (3,4%)	1 104 (24,2%)	1 607	3 512	748 (34,8%)	Un bon élève. Le socialiste Roland Ries a amélioré ses indicateurs de gestion, notamment les frais de fonctionnement, qui ont peu augmenté.
3	 BORDEAUX Alain Juppé	240 522 (9,9%)	1 527 (-12,8%)	1 895	4 336	1 124 (29,8%)	Alain Juppé, qui a métamorphosé la ville, affiche un niveau d'investissement très élevé. Mais Bordeaux subit une très forte pression fiscale.
4	 TOULOUSE Pierre Cohen	447 396 (12,3%)	735 (34,5%)	1 518	3 013	1 001 (41%)	Une ville très dynamique, portée par Airbus, et peu endettée. Elle connaît toutefois une envolée des impôts pour financer ses investissements.
5	 MONTPELLIER Hélène Mandroux	258 366 (12,8%)	3 211 (38,1%)	1 591	5 146	1 086 (41,6%)	C'est l'héritage de Georges Frêche, l'ex-maire décédé en 2010 : une dette énorme, des investissements colossaux mais une ville attractive, qui accroît sa population.
6	 TOULON Hubert Falco	167 813 (0,8%)	1 579 (20,8%)	1 384	2 799	810 (42,6%)	Après les dérapages de sa gestion dans les années 1990, la cité varoise est revenue dans les clous pour sa gestion financière. Mais sa population stagne, et elle investit peu.
7	 DIJON François Rebsamen	156 133 (1,5%)	2 550 (53,3%)	1 533	4 103	945 (46,3%)	François Rebsamen, à la tête de la mairie et de la communauté urbaine, a investi massivement via ces deux institutions, ce qui a provoqué une envolée de la dette.
8	 NANTES Patrick Rimbart	290 130 (4,5%)	2 211 (-14,2%)	1 832	3 262	920 (46,5%)	Des indicateurs dans la moyenne. La situation financière s'est améliorée, avec un recul de la dette depuis 2008. Une ville dynamique, qui gagne des habitants.
9	 ANGERS Frédéric Béatse	151 689 (-3,0%)	1 623 (283,9%)	1 448	4 714	948 (61,0%)	Portés par la communauté d'agglomération, les investissements se sont envolés, provoquant une flambée de la dette. Sans enrayer la baisse de la population.
10	 RENNES Daniel Delaveau	212 229 (-0,1%)	977 (-3,9%)	1 600	3 387	973 (64,6%)	La dette par habitant a été réduite, mais au prix d'une envolée de la pression fiscale (+65% en cinq ans). Les dépenses de fonctionnement restent élevées.
11	 LILLE Martine Aubry	233 214 (6,2%)	3 152 (38,2%)	1 716	3 316	839 (36,4%)	Martine Aubry a fortement augmenté ses investissements, ce qui a provoqué un alourdissement du fardeau de l'endettement. Mais elle a réussi à rendre sa ville attractive.

* Montant cumulé 2008-2012

■ **UN CLASSEMENT ÉQUILIBRÉ** Challenges a choisi trois critères de gestion (dette, fonctionnement et impôts) et deux indicateurs de dynamisme (investissement et évolution de la population) pour réaliser ce palmarès. Nous avons utilisé les données collectées par **Public Evaluation System**, agence indépendante de notation et d'évaluation financière des collectivités. La dette, les dépenses de fonctionnement et d'investissement concernent la ville, plus sa part dans l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI), calculée en fonction de sa population. Les impôts sont ceux payés par les habitants au bénéfice de la ville et de l'EPCI. Nous avons attribué 2 points par critère, en surpondérant légèrement celui de l'endettement (2,5). Ces chiffres sont à analyser avec précaution : par exemple, une dépense d'investissement élevée n'est pas toujours synonyme de saine gestion si l'équipement est superflu, voire inutile. Mais ces indicateurs variés permettent de pointer les forces et les faiblesses de la gestion des vingt plus grandes villes de France.

Le classement des 20 grandes villes (chiffres 2012. Entre parenthèses : évolution 2008-2012)

Rang	Ville Maire	Population	En euros par habitant				Commentaire
			Dettes	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement*	Impôts	
12	 MARSEILLE Jean-Claude Gaudin	858 902 (6,4%)	3 509 (-4,9%)	1 656	2 714	801 (48,1%)	Problème récurrent à Marseille : un endettement colossal, le plus élevé de notre classement. Jean-Claude Gaudin a réussi à le diminuer légèrement.
13	 LE MANS Jean-Claude Boulard	146 670 (-2,6%)	2 709 (-4,8%)	1 543	3 214	886 (74,8%)	Une population qui baisse, des impôts qui explosent : la ville connaît des difficultés liées à des investissements très coûteux, comme celui du stade MMArena.
14	 LE HAVRE Edouard Philippe	179 783 (-7%)	3 018 (119,6%)	1 553	5 846	885 (59,5%)	Le champion des investissements, notamment dans de grands projets culturels. Ce qui a fait exploser la dette, sans stopper, pour l'instant, la baisse de la population.
15	 REIMS Adeline Hazan	184 984 (-3,3%)	2 161 (0,9%)	1 849	3 164	880 (42,4%)	Une ville qui a peu investi mais affiche des dépenses de fonctionnement élevées. La diminution de la population rémoise reste préoccupante.
16	 BREST François Cuillandre	145 592 (-6,8%)	2 698 (77,4%)	1 613	4 429	833 (61,1%)	Principal souci : la perte d'attractivité de la ville, qui subit l'un des plus forts reculs de population. Les importants équipements réalisés n'ont pas encore produit d'effets.
17	 GRENOBLE Michel Destot	158 221 (1,3%)	2 625 (-4,1%)	1 660	2 828	1 141 (43,9%)	Malgré son image de cité high-tech, Grenoble n'affiche qu'une légère hausse de sa population. Et subit la plus forte pression fiscale.
18	 SAINT-ÉTIENNE Maurice Vincent	175 203 (-4,5%)	3 131 (13,1%)	1 450	2 510	900 (61,6%)	Une dette très élevée, qui a sensiblement progressé. Surtout, la ville a souscrit un volume important d'emprunts toxiques, qui pèsent sur son bilan.
Hors classement	 PARIS (1) Bertrand Delanoë	2 257 981 (5,1%)	1 426 (53,5%)	3 029	3 804	728 (47,8%)	Malgré une forte augmentation liée aux lourds investissements de Bertrand Delanoë, la pression fiscale et l'endettement restent plutôt modérés pour les Parisiens.
	 NICE (2) Christian Estrosi	344 460 (-0,4%)	2 881 (58,4%)	1 886	2 910	963 (36,2%)	Principal problème qui a animé la campagne sur la Côte d'Azur : le poids et la forte progression de l'endettement porté, notamment, par la métropole.

(1) Ces villes ne font pas partie de notre classement, car elles ne sont pas comparables aux autres. Paris cumule les attributions d'une municipalité et d'un conseil général. Depuis 2012, Nice est passé sous le statut de métropole et a donc repris certaines dépenses du département. * Montant cumulé 2008-2012

du nombre de fonctionnaires territoriaux et la hausse des dépenses. Mais ce n'est pas le cas pour les communes. Or elles demeurent les principaux employeurs, avec deux tiers des effectifs de la fonction publique territoriale. Entre 2007 et 2012, les 461 villes françaises de plus de 20 000 habitants ont augmenté leurs frais de fonctionnement de 11,5% en moyenne, tandis que les impôts ont flambé de 22%, trois fois plus que l'inflation (8,8%).

En cinq ans, les impôts ont flambé de 22% dans les villes de plus de 20 000 habitants.

Ces municipales, deux ans après l'élection de François Hollande, auront valeur de test. Le 30 mars, au soir du second tour, ces grandes villes dessineront l'état politique du pays. Que la gauche conserve ses fiefs, et la menace d'une déroute électorale aura été écartée. Qu'au contraire la droite raffle quelques grandes villes comme Toulouse, Strasbourg, Reims ou Angers, et ces élections de mi-mandat confirmeront le désaveu. En réalité,

au-delà du bilan du maire, de son image, de sa compétence, ce qui risque de peser est le « différentiel d'abstention » entre gauche et droite. Or le nombre d'électeurs déçus qui bouderont les urnes devrait être plus élevé à gauche. C'est la hantise des socialistes et l'espoir de la droite. Un élément que les sondeurs peuvent difficilement mesurer. Il est rarissime qu'un sondé réponde qu'il ne votera pas. **Ghislaine Ottenheimer**